

Périgueux, Le 28 juin 2019



Monsieur le Préfet
Monsieur le Président du Conseil Départemental
Monsieur l'Inspecteur d'Académie
Mesdames et messieurs les membres du CDEN

En préalable, nous demandons à ne pas être interrompus dans notre lecture, c'est juste une question de respect républicain à l'égard des représentants élus démocratiquement.

Il devient compliqué, de plus en plus compliqué de faire une déclaration dans les instances dans lesquelles nous siégeons. C'est sans ironie, mais avec une certaine amertume que nous disons cela.

Critiquer un ministre ou plutôt son action... « ce n'est pas républicain », nous l'avons entendu lors du dernier CDEN ! Critiquer une politique que nous jugeons néfaste pour l'Éducation, pour les élèves, les enseignants, les citoyens, on nous traite de rétrogrades, d'être toujours contre tout, de ne pas avoir de propositions. A cette occasion, nous vous invitons à consulter le projet de la FSU, projet pour l'école, les services publics et projet de transformation sociale. Nous vous rappelons également que la FSU dispose de son propre institut de recherche et de formation proposant à ses membres et au-delà aux collègues, des stages, des conférences, des débats avec le plus souvent d'éminents chercheurs, pédagogues... lesquels, il est vrai, sont rarement celles ou ceux choisis par les ministres. Pour information, nos syndicats enseignants proposent également des universités à la profession, l'Université d'automne du SNUipp-FSU est même reconnue par les corps d'inspection comme étant d'une qualité remarquable... D'ailleurs, certaines et certains y participent. Les collègues viennent y chercher ce que l'institution ne leur donne pas ou plus... DE LA FORMATION ET DE LA REFLEXION !!! Sans oublier les nombreuses publications disponibles pour toutes et tous...

Au-delà de ça, juger de notre action, de nos actions et du fait qu'il n'y ait plus grand monde derrière nous comme vous l'avez dit Monsieur le DASEN, ce n'est pas très digne ni juste... Nous ne vous répondrons pas sur ce point... Nous vous renvoyons néanmoins aux résultats des élections professionnelles... Jusqu'aux prochaines élections en 2022, nous siégerons dans toutes les instances en étant majoritaires en Dordogne comme au plan national. La confiance des collègues pour la FSU, ça ne se décrète pas dans une loi...

Mais vous avez raison, cela ne nous donne pas tous les droits. Et s'il nous en reste encore un que le gouvernement tente pourtant de bâillonner, c'est le droit d'expression, et la liberté qui va avec. Aussi, peut-on critiquer l'action d'un ministre ? D'un gouvernement ? Et par délégation d'un DASEN ou d'un Préfet qui doivent appliquer des règles ? Evidemment oui ! C'est notre devoir de syndicat et de citoyen !

Certes, vous pouvez ne pas partager nos idées, et nos suggestions... peu importe ! S'il y a une chose que nous devons tous partager ici, c'est notre bien commun : le service public ! Mais nous ne voulons pas cogérer. Si nous avons créé la FSU, c'est aussi pour sortir de ce système !

C'est vrai, nous ne nous cachons pas derrière notre petit doigt, ce n'est pas facile de mobiliser. La peur de l'autorité de plus en plus autoritaire (charmant comme formule), la peur du lendemain, le repli sur soi, le sentiment de faire face à un énorme rouleau compresseur... Malgré tout, nous sommes toujours là, et cette année, peut-être plus encore que les précédentes, nous avons été dans l'action, l'explication, le rassemblement, l'unité syndicale parfois...

Nous vous disons ici ce que nous avons dit en CTSD avec peut-être un peu plus de force. Nous avons en face de nous un pouvoir dur, arrogant, méprisant. Notre pays traverse une crise sociale et sociétale forte et les réponses ne sont que répressives : dans la rue par le matraquage des manifestants, dans certains médias par le matraquage idéologique, dans la loi par le matraquage des voix et des courants les plus réactionnaires... loi de l'assurance chômage, loi contre la fonction publique, loi sur l'école, prochaine loi sur les retraites... Ce matraquage est orchestré au plus haut sommet de l'état et bien relayé par un autoritarisme descendant sur les salarié-es, les employé-es, les fonctionnaires, les retraité-es et les plus fragiles.

Alors oui, nous sommes en démocratie, le président décide, le gouvernement prépare et le parlement comme une seule femme ou un seul homme amende (un peu) et vote majoritairement...

Bien sûr, localement, quand nous trouvons qu'une idée ou une action est bonne, juste, conforme à nos mandats et à l'esprit de progrès que nous portons, nous vous le disons et l'encourageons... Et ce n'est pas rare même si vous nous dites le contraire Monsieur le DASEN ! Nous saluons à cette occasion le travail des collègues des services administratifs ! Et nous ne peignons pas comme vous le dites un tableau tout noir. On l'a dit mardi en CTSD, les enseignants font un travail formidable. Enseigner, transmettre, c'est un beau métier, passionnant, et les collègues déploient une énergie folle dans leurs classes de la maternelle au lycée. Mais quel manque de soutien et de reconnaissance... tant d'obstacles et si peu d'écoute...

Ceci dit, nous vous l'accordons, les fonctionnaires d'autorité n'ont pas un rôle facile... Mais... mais... ils l'ont choisi aussi ! Et être fonctionnaire, c'est aussi faire preuve de discernement, et vous, Monsieur le DASEN n'en manquez pas, assurément ! D'ailleurs, sur la question des moyens, avec le peu qui nous est donné (ou retiré cette année) pour le département, vous parvenez à faire une carte scolaire qui ne soulève pas ou que peu la population locale, ce que vos collègues vous précédant n'avaient pas réussi à faire. Sans nous le dire, il nous semble que vous ayez compris rapidement, que la question des effectifs, dans un territoire comme le nôtre, n'est pas le seul discriminant pour réaliser une carte scolaire.

Cependant, nous vous l'avons dit aussi, et vous l'avez entendu, il nous semble, nous arrivons à l'os... Plus grand-chose à gratter à moins de tailler dans le remplacement, finir d'achever les RASED, ou les postes hors la classe... une vraie source d'inquiétude pour nous et pour nos collègues ! Car lorsque l'on supprime tous les postes « périphériques » et les personnels qui accompagnent les enseignants sur le terrain, la dépense en poste est certes réduite mais l'absence de relais épuise les collègues qui se sentent toujours plus isolés face à l'ampleur de la tâche ! Alors oui, il faut des moyens ! Nous savons ce que vous allez nous dire, nous réclamons toujours plus alors que nous sommes dans un budget contraint ! Oui, contraint, mais la contrainte est toujours pour les mêmes et c'est là que s'installe le fossé entre nos gouvernants, la politique que vous relayez, et nous. La France n'est-elle pas un pays riche ? Les dividendes des grandes entreprises ne sont-ils pas florissants et la spéculation financière elle-même indécente ? La richesse de ceux qui travaillent, la France d'en bas, ne doit-elle pas leur revenir aussi bien en salaire qu'en terme d'investissements publics quels qu'ils soient ?

Ce sont des choix de société, et au-delà des choix de civilisation. Ce monde-là ne fonctionne pas, la terre elle-même ne tourne plus rond. Notre pays, démocratiquement bien sûr, a fait des choix... Par contre, nous n'avons pas choisi de subir la pression, la rentabilité, l'arbitraire, la méritocratie, les injonctions de tous ordres, le new-management, la pensée unique relayés dans notre ministère du plus haut sommet jusqu'aux IEN, chefs d'établissements vers les collègues enseignants et administratifs. C'est contre-productif, c'est insupportable et nous attendons à moment donné de notre hiérarchie la plus proche qu'elle

dise STOP ! à tout cela... Être fonctionnaire, à quelque étage que l'on se trouve, c'est aussi savoir dire non !

Tous ici, on a trop vu de réformes, de dispositifs portés aux nues en année X pour être démontés et relayés aux oubliettes l'année suivante... Pour exemple, qui ne remonte pas aux calendes grecques, nous avons vu vos prédécesseurs, et certaines personnes ici présentes porter avec enthousiasme la création des postes de PMQC, vantant le dispositif, ce que nous partageons, pour le saccager deux ans plus tard avec la même vigueur... Ce n'est hélas qu'un exemple parmi tant d'autres. Mais comment pouvez-vous tenir cela ? Pensez-vous que la crédibilité des hauts fonctionnaires et des fonctionnaires d'autorité s'en trouve renforcée ? La loyauté trouve là, à nos yeux, ses limites.

Alors non, Monsieur le Préfet, Monsieur le DASEN, nous ne pourrons pas être d'accord sur de nombreux points tant que ce système fonctionnera ainsi. Nous ne pourrons pas être d'accord, Monsieur le DASEN, sur une circulaire de rentrée de mise au pas, sur une formation continue indigeste et indigente, sur des évaluations nationales biaisées... Nous ne pourrons pas être d'accord, Monsieur le Préfet, sur la chasse aux sans-papiers avec, et c'est encore plus insupportable, des enfants scolarisés dans nos écoles et le traitement inhumain qui leur est infligé.

Par contre, lorsque nous serons mis à l'écart des commissions paritaires, des CHSCT et des CT, instances toutes mises à mal et vidées de leur sens dans la loi de soi-disant « rénovation de la Fonction Publique », ne vous faites aucune illusion, ce ne sera que plus de souffrance pour vous et vos services à tous les niveaux de l'état. Vous devrez absorber seuls tous les problèmes, les difficultés, la vie privée des collègues et leur ressentiment à l'égard de l'institution. Actuellement, même si vous accordez beaucoup de temps dans les rencontres, nous assurons grandement notre part du travail en dénouant nombre de situations et en jouant notre rôle d'éponge... Si vous nous interrogez parfois sur ce que nous faisons pendant nos temps de décharge syndicale, vous avez là une partie de la réponse... Cela dépasse même allègrement ce temps qui nous est imparti... Nous vous souhaitons bon courage dans le cadre de cette réforme même si les fonctionnaires les plus hauts placés ne seront pas les plus à plaindre... Vous connaissant un peu, nous savons que vous n'êtes pas loin de nous rejoindre sur ce point.

Pour l'instant, nous, représentants de la FSU, sommes encore là et nous mettrons toute notre énergie à défendre l'école, les services publics pour faire entendre une autre voix que celle des sirènes hurlantes du management et du libéralisme.

Les représentants de la FSU